

Le 1^{er} séminaire de la chaire de recherche CNAF – EHESP « Enfance, bien-être, parentalité » a eu lieu le 29 novembre 2017 dans les locaux de l'Université Bretagne Pays de Loire, à Rennes.

Cette première séance consacrée au **bien-être et à ses déterminants** a permis de s'interroger sur les usages, la pertinence et l'évolution des indicateurs permettant de le mesurer. Nous avons eu le plaisir d'entendre successivement :

- **[Frank Furstenberg](#)**, *Zellerbach Family Chair, Emeritus and Professor of Sociology at [University of Pennsylvania](#)*, Philadelphia (USA). Devenu une référence incontournable dans le champ de la sociologie de la famille et des politiques publiques (voir ses travaux avec Andrew Cherlin [Divided Families, 1991] mais aussi ses recherches sur les grossesses adolescentes ou sur les trajectoires d'entrée dans l'âge adulte [*On the frontiers of adulthood*, 2005 ; *Destinies of the disadvantaged*, 2007]), Frank Furstenberg ([CV](#)) est actuellement engagé dans un projet de grande envergure intitulé [Global family change](#). Il a aussi beaucoup contribué à la production de connaissances sur le bien-être des enfants, des adolescents et des jeunes ([accès à publications](#)).

- **[Wolfgang Aschauer](#)**, après des études de psychologie et de sociologie, Wolfgang Aschauer est actuellement professeur associé au département de sociologie et de science politique de l'Université de Salzbourg (Autriche) et spécialisé dans les études sur la mobilité, les migrations, l'intégration sociale en Europe et les recherches transnationales ([CV](#)). Il coordonne le réseau de recherche 21 de l'Association européenne de sociologie sur les méthodes quantitatives. Parmi ses récents travaux, nous mentionnerons sa contribution au numéro spécial de *l'Année sociologique* consacré à la sociologie du bien-être, où il fait une synthèse sur la notion et la mesure du « bien-être sociétal » et propose une analyse du sentiment de « malaise européen » ([accès à publications](#)).

- **[Michel Forsé](#)**, sociologue, directeur de recherche au CNRS, responsable de l'équipe GRECO du centre Maurice Halbwachs à l'École normale supérieure est un spécialiste des questions d'inégalités, de perception des inégalités et a mené de nombreux travaux sur le sentiment de justice sociale. Il est également responsable du service de diffusion des données des grandes enquêtes issues de la statistique publique (ADISP, partenaire en France du réseau Quêtelet et en Europe du CESSDA). Parmi ses travaux les plus récents, on mentionnera ses publications sur la mobilité sociale et la frustration. Il a également dirigé avec Simon Langlois une des livraisons de la revue *L'Année sociologique* consacré à la sociologie du bien-être ([accès à publications](#)).

- **[Michèle Lamont](#)**, *Professor of Sociology and of African and African American Studies and the Robert I. Goldman Professor of European Studies at Harvard University*. Michèle Lamont a été la Présidente de l'Association américaine de sociologie (2016-2017) et a reçu en novembre 2017 le Prix Erasmus 2017 pour sa contribution au développement des sciences sociales en Europe et dans le monde ([CV](#)). Elle a été professeure invitée dans de nombreuses universités et notamment le Collège de France, l'EHESS, Science Po Paris. Elle dirige avec Peter Hall le programme de recherche *Successful societies* soutenu par l'Institut canadien de recherche avancée. Elle a publié de nombreux ouvrages et travaux et mène une réflexion au long court sur le sentiment de dignité. Parmi ses travaux, nous mentionnerons les ouvrages collectifs issus du programme mentionné précédemment [*Successful Societies: How Institutions and Culture Affect Health* (co-edited with Peter A. Hall). Cambridge University Press, 2009 ; *Social Resilience in the Neoliberal Era* (co-edited with Peter A. Hall). Cambridge University Press, 2013]. ([Accès à publications](#))

Deux chercheurs ont été invités à discuter ces présentations et à ouvrir la discussion :

- [Jonathan Bradshaw](#), Emeritus Professor of social Policy at York University (UK), fondateur et ancien directeur de la célèbre *Social policy research unit* (SPRU fondée en 1973) ([CV](#)). Il est un des spécialistes les plus reconnus de l'étude du bien-être des enfants dans le monde (membre honoraire de l'UNICEF- UK). Il est engagé dans plusieurs recherches sur cette thématique dont le programme *Children's worlds* qui analyse le bien-être subjectif d'enfants de 8, 10 et 12 ans. Il a publié de très nombreux travaux sur ces questions. On peut notamment mentionner "[Exploring national variations in child subjective well-being](#)", *Children and Youth Services review* (2017) <http://dx.doi.org/10.1016/j.chilyouth.2017.06.059> . ([Accès à publications](#))

- [Ellie Lee](#), Reader in Social Policy est directrice du Centre for Parenting Culture Studies à l'Université du Kent (Angleterre). Elle mène ses recherches à la jonction des *public health policies*, des *social policies* en accordant une attention particulière à la question de la construction des problèmes publics (*social problems*). Elle a étudié en particulier les politiques en matière d'allaitement, d'avortement, mais aussi le traitement social des problèmes et des risques liés à l'alcool et au tabac chez les mères. Avec quelques collègues, dont Jan Macvarish qui interviendra également dans ce séminaire, elle a mis en place un centre dédié à l'étude des [parenting cultures](#). Parmi ses publications, on peut mentionner l'ouvrage programmatique de cette équipe [Lee, E. *et al.* (2014). *Parenting Culture Studies*. [Online]. Basingstoke: Palgrave Macmillan. ([Accès à publications](#))

L'organisation du séminaire a été assurée par Zoé Perron et Claude Martin avec le soutien de Maryse Marrière et de France Marchand du département SHS de l'Ecole des hautes études en santé publique.

Résumé des interventions

Wolfgang ASCHAUER

La présentation proposée par Wolfgang Aschauer aborde les questions de définition et de comparabilité des indicateurs de bien-être. Si l'on a assisté ces dernières années à un important développement des recherches sur cette notion de bien-être (aussi bien en économie, en psychologie, en sciences politiques qu'en sociologie), d'importantes difficultés persistent sur la définition des éléments fondamentaux qui constituent « une vie bonne ». Le PIB a longtemps été considéré comme la mesure principale du bien-être des populations. L'index de développement humain proposé par l'OCDE a lui aussi permis d'effectuer de nombreuses mesures, à un niveau multidimensionnel. Wolfgang Aschauer expose la grande diversité d'indicateurs à notre disposition aujourd'hui pour mesurer ou approcher le niveau de bien-être. Il distingue les indicateurs objectifs et subjectifs, unidimensionnels comme multidimensionnels. Il souligne également les différentes recherches qui ont été faites autour des questions de bonheur et de satisfaction, telles que le *World Happiness Report* ou encore les études comparatives entre pays comme les *European Social Surveys*.

Parmi ces études, deux champs de recherche se distinguent : d'un côté, une approche par le niveau de vie (et l'on pourrait ajouter les états de santé) et de l'autre l'analyse du bien-être subjectif. Parmi ces nombreuses études et indicateurs de mesure proposés, il est important de vérifier et de favoriser la validité et la comparabilité des données. Wolfgang Aschauer relève plusieurs faiblesses relatives à ces mesures du bien-être. Tout d'abord, les mesures de cette notion ne reposent parfois que sur un seul indicateur, ce qui pose plusieurs questions. Comment un seul indicateur peut-il résumer et prendre en compte à lui seul toutes les dimensions que regroupe une notion aussi vaste et complexe que le bien-être des individus ? Ensuite comment ce seul indicateur peut-il permettre de comparer les individus ou encore les pays, entre eux ?

Wolfgang Aschauer considère qu'interroger les individus sur leur propre ressenti de bien-être n'est pas forcément une donnée très fiable, car le « bonheur rapporté » est une faible indication du ressenti général (par exemple, dans certains pays, on exprime difficilement son mal-être ou n'évoque pas facilement le fait de ne pas être heureux quand dans d'autres cela peut être l'inverse). Il est donc important de trouver des tables d'équivalence et des indicateurs qui soient comparables entre pays et cultures.

Wolfgang Aschauer s'intéresse également à la question du « malaise social » et explique que pour le mesurer, une conception multidimensionnelle a été mise en place. Une équivalence transnationale a été partiellement atteinte (essentiellement au sein des pays Européens) et les résultats indiquent que les différences entre les régions sont prises en compte de manière adéquate. Les résultats montrent ainsi que dans les pays du Nord de l'Europe, l'inclusion sociale est davantage réussie et le niveau de satisfaction des citoyens plus élevé, du fait d'une relative prospérité économique, d'une dette publique relativement faible et de la qualité des régimes démocratiques. En revanche, la peur du déclin social (qui augmente la dette publique) dans les Etats plus conservateurs et une plus

grande précarisation dans les pays libéraux amènent à des niveaux élevés d'insatisfaction. En Europe du Sud, on observe un important pessimisme par rapport à l'avenir, en raison notamment d'une perspective économique négative, d'une dette publique extraordinairement élevée et d'un chômage grandissant. Enfin, en Europe de l'Est, le malaise social est essentiellement dû à la faible qualité des démocraties.

Wolfgang Aschauer estime nécessaire d'affiner les concepts, de distinguer leur mesure par régions et groupes sociaux. Selon lui, il faut en premier lieu s'intéresser à la validité du contenu avant même de vouloir tout de suite comparer les résultats, voire veiller à faire émerger de nouvelles unités d'analyse. Il propose en somme de fonctionner par étapes et de commencer en premier lieu par le développement de la recherche qualitative pour saisir toutes les facettes du concept de bien-être. Ensuite, le but pourrait être d'opérationnaliser ce premier matériau à travers des analyses quantitatives et des évaluations empiriques au sein d'un même pays. Une fois établie la validité des résultats, des choix s'imposent concernant les questions de comparabilité. Ces concepts ont besoin d'être entièrement et exhaustivement mesurés dans toutes les cultures, et cela est pertinent principalement pour les sous-populations qui sont parfois difficiles d'accès dans les enquêtes, tels que les réfugiés, les enfants, les personnes âgées, par exemple.

Michel FORSE

Michel Forsé revient dans sa présentation sur une longue tradition de réflexion en économie du bien-être, qualifiée aussi de Welfarisme. A la différence de l'utilitarisme classique qui envisage, pour apprécier le bien-être, de sommer les actions qui augmentent les utilités et intérêts individuels et réduisent les peines ou les souffrances de chacun, avant d'agrèger ces « bien-être » individuels, le welfarisme pose la question des actions au service du plus grand nombre, du collectif. Cette dimension collective du bien-être, telle que définie par Amartya Sen (1991), repose sur les préférences des individus ; la satisfaction du plus grand nombre renvoyant à la liberté dont disposent les individus pour mener à bien les projets de leur choix en fonction de leurs propres préférences. Sen parle de « capacités » ou encore du « pouvoir d'être ou de faire ». La question demeure cependant de savoir comment agréger ces préférences individuelles pour apprécier le bien-être collectif.

Michel Forsé défend une conception pluridimensionnelle du bien-être, qu'il soit individuel, collectif, objectif ou subjectif. Il privilégie une approche centrée sur la satisfaction dans l'existence, mais aussi un des volets tout à fait centraux du bien-être subjectif, à savoir la comparaison à autrui. Pour ce qui est du bien-être subjectif, il relève trois dimensions déterminantes de la satisfaction à l'égard de sa propre vie : les ressources de l'individu, aussi bien financières que celles se rapportant à la santé physique et mentale ; l'emploi et la qualité de vie professionnelle associés au sentiment de réussite, à la reconnaissance et aux projets professionnels, et enfin les différents aspects de la vie affective et sociale (le couple, les enfants, les amis...). Mais demander aux individus une évaluation soi-disant objective de leur vie n'est pas chose aisée pour plusieurs raisons : globalement, les individus ont tendance à se comparer à des personnes qui ont mieux réussi qu'eux et la satisfaction dépend grandement de ces comparaisons aux autres. Pour ce qui est du travail, l'impression de s'en sortir mieux que ses pairs est gratifiant. Typiquement, la satisfaction moyenne d'un chômeur est de 5,3 alors que celle d'une personne en emploi est de 6,4 sur une échelle de 10. Mais au-delà de la position

sociale et de sa place au sein de la hiérarchie, c'est également le sentiment de progresser qui augmente le bien-être subjectif. Et à l'inverse, la frustration nourrit l'insatisfaction.

Michel Forsé s'attarde ensuite sur la notion de justice sociale, qui selon lui, est un facteur important du sentiment de bien-être. La justice sociale peut se mesurer à plusieurs niveaux : la micro-justice se mesure à un niveau individuel, avec notamment la justice que peut éprouver un individu sur sa propre rémunération, tandis que la macro-justice se situe à un niveau plus global comme étant le fait qu'on estime que la société est plus ou moins juste. Trois liaisons fortes apparaissent alors : celle entre les sentiments de micro et de macro-justice, celle entre bien-être et micro-justice et celle entre bien-être et macro-justice. Ceux qui estiment que la société est injuste seraient des insatisfaits qui cumulent faiblesse des ressources et frustration, les conduisant ainsi à se sentir moins bien traités par la société que les autres. Le sentiment d'échec, dans sa vie personnelle comme professionnelle, conduit à percevoir la société comme plus injuste que ceux qui réussissent professionnellement ou qui ont une vie de couple et/ou de famille épanouie. Et cette évaluation de ses propres réussites et échec passe justement par la comparaison aux autres. Cette approche de la justice sociale « tend à faire de la justice le principe d'organisation et de compréhension de la cohésion sociale, au sein de laquelle le bien-être a une place ».

Michèle LAMONT

Michèle Lamont rappelle tout d'abord dans sa présentation un ensemble de travaux collectifs qu'elle coordonne depuis près de quinze ans avec Peter Hall à l'Université d'Harvard et qui font suite à une longue tradition de recherches sur les questions de bien-être, notamment celles de Michael Marmot sur la manière « dont le stress et les inégalités entrent sous la peau » ou celles d'Amartya Sen sur les capacités. Ce programme pluriannuel, intitulé *Successful societies* et soutenu par l'Institut canadien de recherches avancées, a donné lieu à deux ouvrages collectifs : *Successful Societies: How Institutions and Culture Affect Health*, et *Social Resilience In The Neoliberal Era* (tous deux édités avec Peter Hall et publié par Cambridge University Press). L'objectif de ce programme est de mobiliser deux angles théoriques sur la compréhension des questions de bien-être collectif : celui des *cultural studies* et celui des approches institutionnalistes. Ces angles permettent de renouveler les approches écologiques et en termes de santé publique pour articuler ensemble des niveaux micro, méso et macro-sociologiques. Ces démarches s'intéressent tout particulièrement aux aspects symboliques et à la question des valeurs et des récits collectifs. Elles mobilisent également de manière critique la notion de « résilience », non pas à l'échelle de l'individu mais à l'échelle sociétale, pour comprendre comment les individus et les groupes font face au néolibéralisme et à son cortège de valeurs, comme la compétitivité et la privatisation des risques.

Pour aborder le bien-être subjectif, Michèle Lamont privilégie l'échelle des valeurs. Elle a appliqué cette approche dans son travail sur « la dignité des travailleurs ». L'objectif est de compléter l'angle classique consistant à mesurer les écarts entre les niveaux de ressources, les indicateurs de santé et de morbidité en accordant une attention particulière, voire première, à la question de la reconnaissance (en référence au concept d'Axel Honneth), ce qu'elle appelle « *recognition gap* ». Ce focus permet en effet de contrer les tendances pathologiques du social qui s'expriment par les expériences négatives d'injustice. Pour Lamont, la question n'est pas seulement de savoir si l'on se sent plus ou moins bien, mais de comprendre comment collectivement les individus et les groupes

s'appuient sur des valeurs collectives, des *group boundaries*, leur permettant de faire face à l'injonction d'autonomie qu'impose le néo-libéralisme qui tend à décollectiviser, individualiser et responsabiliser.

La comparaison est mise au service de ce projet global en identifiant des répertoires culturels. Sont ainsi évoqués le républicanisme, le socialisme et le catholicisme. Michèle Lamont présente cette perspective comparée en évoquant dans sa présentation un de ses derniers ouvrages *Getting respect*, consacré aux expériences de discriminations dans trois contextes nationaux, les USA, le Brésil et Israël. L'objectif général de cette recherche est de montrer que les expériences personnelles de discrimination et de stigmatisation sont enchassées dans des cadres symboliques et sociaux insérés eux-mêmes dans des répertoires culturels. Interviennent ainsi les structures objectives des inégalités, mais aussi la porosité ou au contraire la rigidité des barrières entre les groupes sociaux (*group boundaries*), qu'il s'agisse des relations de travail, des relations conjugales. En cela se manifestent des répertoires identitaires et d'action variables selon les sociétés. En combinant la description des expériences individuelles et des récits collectifs, Lamont met en lumière l'impact des contextes nationaux et ainsi par exemple, le « mur racial » qui caractérise la situation états-unienne où l'identification et la conscience de race sont plus prégnantes que la conscience de classe, d'où une réponse aux discriminations qui prend plus souvent la forme du conflit ou de l'affirmative action, voire pour d'autres le retrait que d'une demande de régulation par l'Etat social. Le modèle métissé qui prévaut au Brésil en appelle davantage aux politiques sociales pour faire obstacle aux expressions des inégalités d'abord perçues entre riches et pauvres plutôt qu'entre races.

L'ensemble de cette présentation ouvre des discussions sur ce que peut recouvrir dans ce contexte la résilience sociale comme processus de construction de soi face aux injustices et aux expressions de mépris et de discriminations.

Frank FURSTENBERG

La présentation de Frank Furstenberg permet une transition entre ce premier séminaire sur le bien-être et les suivants, au sens où ce spécialiste internationalement reconnu des changements familiaux dans le monde propose de rendre compte du contexte dans lequel les enfants sont désormais socialisés, en accordant une attention particulière aux impacts différenciés de ces changements globaux sur les familles selon les classes sociales et bien sûr selon les pays. Impliqué dans un projet de grande ampleur sur les changements familiaux au niveau global ([Global family change](#)), c'est-à-dire sur les liens entre développement économique dans 84 pays à niveau de ressources faible ou moyen (en Amérique central et du Sud, en Afrique du Nord, sub-Saharienne et Moyen-Orientale, en Asie, et dans d'ex-républiques de l'union soviétique), il était particulièrement bien placé pour articuler l'enjeu du bien-être des enfants dans des contextes familiaux changeants.

Partant du constat que les changements qui ont affecté les familles au cours des cinquante dernières années dans les pays dits développés occidentaux sont plus importants que ceux qui ont marqué les 500 ans qui ont précédé, Frank Furstenberg commence par rappeler quelques-unes de ces grandes tendances qui, à des rythmes divers (et prenant le plus souvent les scientifiques par surprise), ont affecté l'ensemble des pays occidentaux : rupture du lien entre sexualité, mariage et procréation ; affaiblissement de l'institution matrimoniale ; remise en cause du contrat de genre du type

« Monsieur Gagnepain – Madame Au foyer » ; augmentation du nombre des ménages sans enfants, mais aussi des naissances hors du mariage ; précocité de l'accès à la sexualité mais retard de l'accès à l'indépendance des jeunes, etc. Il insiste également sur les principaux facteurs avancés pour expliquer ces changements, parmi lesquels on peut mentionner les variables économiques (capitalisme de marché, croissance et recours au salariat féminin), culturelles (avec l'évolution des rôles des sexes, la reconnaissance des droits des femmes et le rôle de l'éducation dans la production d'un capital humain) et le rôle des politiques publiques (et notamment des politiques familiales et éducatives), mais aussi de l'avènement du numérique qui impacte aussi bien l'économie, les modes de production que les modes de vie.

Mais Frank Furstenberg insiste surtout sur le fait que ces changements ont généré dans la plupart des pays occidentaux (Etats-Unis et plus largement les pays de langue anglaise, voire d'autres pays européens) une famille à deux vitesses, voire même à trois vitesses. Le dualisme est manifeste dans les normes dominantes concernant la famille et les rôles dans la famille selon les classes sociales. Dans les familles aisées, on constate un fort investissement parental sur un moindre nombre d'enfants avec le recours à ce qu'Annette Lareau a qualifié de *concerted cultivation* pour désigner cet investissement parental dans l'optimisation du contexte de socialisation de l'enfant (parents managers). Cet investissement a bien sûr pour finalité de garantir des formes de reproduction sociale, précisément dans un contexte d'affaiblissement de l'ascenseur social et des garanties que fournissait auparavant le système scolaire. Les transitions vers l'âge adulte de leurs jeunes sont plus longues avec une volonté de faire du mariage un levier supplémentaire. Dans les familles de milieu défavorisé, la formation des familles intervient plus tôt, mais souvent de manière non planifiée, sachant que pour une partie des hommes de ces milieux le mariage n'est pas accessible. La cohabitation est alors une alternative au mariage donnant lieu à des couples à la fois plus fragiles et aux trajectoires plus complexes. La mobilité sociale est le plus souvent compromise de même que l'investissement parental.

Mais l'intérêt de l'analyse proposée est aussi de mettre en lumière la situation des couches moyennes, non seulement parce qu'elles représentent une vaste majorité dans ces sociétés dites développées avec des segments de plus en plus différenciables entre les franges hautes, moyennes et basses de ces couches sociales. Ces « familles du milieu » sont en quelque sorte tirées dans les deux directions : certains parents adoptent manifestement le modèle *concerted cultivation* mais avec des ressources moindres, et donc avec de moindres garanties pour faire accéder leurs enfants aux meilleures positions ; d'autres sont en quelque sorte tirées vers le bas avec des effets préjudiciables, qu'il s'agisse de l'allongement des situations de dépendance de leurs jeunes contraints à la cohabitation faute d'avoir accès à l'emploi et à l'autonomie, ou bien encore à des sentiments de disqualification, voire à des formes de ressentiment liées aux promesses non tenues par l'Etat et les politiques publiques. Frank Furstenberg insiste en ce sens sur le rôle particulièrement important que peuvent jouer dans ce contexte les politiques publiques et les politiques visant à compenser ces inégalités croissantes.